

Achat des F-35 : la démocratie doit passer en vitesse supersonique

L'initiative «Stop F-35» a été déposée ce mardi à Berne afin d'empêcher l'acquisition des jets américains par la Suisse. Si la nouvelle donne géostratégique semble laisser peu de chance à ce texte, la pression d'une votation populaire devrait permettre de lever de nombreuses zones d'ombre. Analyse.

Philippe Castella

17 août 2022, 05:30



L'Alliance contre le F-35 a récolté plus de 100'000 signatures. © KEYSTONE / ANTHONY ANEX

L'initiative «Stop F-35» a été déposée ce mardi par le Groupe pour une Suisse sans Armée (GSsA) et la gauche, munie de 120 000 signatures dont 103 000 authentifiées. Elle vise à empêcher le choix du jet américain comme nouvel avion de combat. Alors qu'elle faisait trembler le camp militariste à son lancement il y a un peu plus d'un an, l'initiative ne fait plus peur à personne. Aujourd'hui, c'est la guerre en Ukraine qui fait peur et qui a incité la plupart des pays européens – aussi la Suisse – à revoir sérieusement à la hausse leur budget militaire.

Dans ce nouveau contexte géostratégique, cette campagne s'annonce comme une bataille quasi perdue d'avance pour les détracteurs de l'appareil. «Ça va être compliqué», reconnaît Fabien Fivaz, «mais ça n'enlève rien au fait que c'est un mauvais choix». Le vert neuchâtelois souligne que le F-35 est un «bombardier furtif fait pour des attaques au sol en territoire ennemi et qu'il est inadapté aux missions de l'armée suisse, et en premier lieu pour la police du ciel.»

Des tirs de roquette

Ce mardi, les initiants ont surtout dû répondre aux tirs de roquettes de l'autre camp contre leur texte, avec deux reproches principaux. Le premier, c'est qu'il s'agit là d'un abus de démocratie puisque l'achat d'un nouvel avion de combat a déjà été approuvé par le peuple il y a deux ans, même si c'est du bout des lèvres (8500 voix d'écart).

Le second, c'est que cette initiative met à mal le calendrier d'achat des appareils, avec une signature du contrat qui doit intervenir avant fin mars. «Si nous n'honorons pas maintenant notre contrat d'achat, d'autres pays qui ont commandé après nous, recevront les avions prévus pour nous», objecte Charles Juillard. «Non seulement les délais de livraison seraient nettement plus longs, mais les prix négociés ne seraient alors plus garantis. Nous ne pouvons pas prendre ce risque», estime le vice-président du Centre.

Co secrétaire du GSsA, Pauline Schneider répond à ces attaques: «Nous demandons juste que le peuple suisse puisse se prononcer sur le plus grand contrat d'achat de l'histoire suisse, ni plus ni moins.» Et pour ce qui est du calendrier, le GSsA en propose un, certes très serré, avec débat dans les deux Chambres du parlement déjà le mois prochain, qui permettrait une votation populaire le 12 mars.

Excédée par cette nouvelle campagne, la droite ne semble pas décidée à vouloir faire cette fleur à la gauche. Mais cet énervement est surjoué, parce que, si on se retrouve dans cette situation, c'est en raison d'un vote populaire un peu étrange il y a deux ans sur un budget d'acquisition de 6 milliards de francs, sans connaître l'appareil retenu, pour éviter que ne se reproduise l'échec du Gripen en 2014.

Un vote pour légitimer

En cas de votation populaire sur le F-35 en mars prochain, l'issue ne fait guère de doute. Un non clair à l'initiative permettrait de légitimer le choix de l'appareil américain et de faire taire ses détracteurs.

La campagne devrait surtout permettre de clarifier les nombreuses zones d'ombre qui ont entouré le choix du F-35 au détriment de ses concurrents européens (Rafale, Eurofighter). Cette décision a contribué à tendre sérieusement nos relations avec la France et compliqué encore un peu plus la reprise des discussions avec l'UE. Il serait bon que le peuple valide ce choix.

Les initiants prédisent une nouvelle affaire des Mirages, en référence aux énormes dépassements de budget après l'acquisition de l'avion de combat français dans les années 1960. Pour Pauline Schneider, «cet avion est non seulement inadapté pour la police du ciel, mais c'est aussi un gouffre à milliards». La Co secrétaire du GSsA s'attend à des coûts d'exploitation multipliés par trois à cinq, sur la base des expériences déjà faites aux Etats-Unis, au Canada et en Norvège.

Des craintes à dissiper

Ces craintes sont partiellement partagées par le Contrôle fédéral des finances dans un rapport publié au début de l'été, qui émet des doutes sur les garanties américaines en matière de coûts d'acquisition et d'exploitation. Il n'y a rien de mieux que la pression d'une votation populaire pour que la transparence se fasse sur tous ces points.

Vu l'importance de l'enjeu et les milliards qui vont être engagés dans cet achat, un traitement à une vitesse supersonique de cette initiative par le Conseil fédéral et le parlement se justifie amplement.